



# Ambassade des Etats-Unis d'Amérique

## Communiqué de presse

4332, Boulevard Eyadéma—BP:852—Tel: (228) 2261-5470—Fax: (228)2261-5469

### **Afrique: Passation de pouvoir et démocratie**

Article d'opinion de Linda Thomas-Greenfield, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires africaines

*Cette année sera déterminante pour la démocratie en Afrique. Six pays ont déjà tenu des élections présidentielles en 2016 et onze autres se préparent à des scrutins. Les dirigeants africains ont l'occasion de faire progresser la démocratie et d'ancrer leur héritage en instaurant les conditions d'une passation pacifique du pouvoir.*

Leurs actes seront déterminants pour l'évolution de la démocratie à travers le continent et à travers le monde. Déjà, certains dirigeants ont envoyé le bon signal en organisant des élections libres, équitables et dans les délais appropriés. D'autres, hélas, ne se soumettent ni à la volonté populaire ni aux dispositions constitutionnelles.

L'année dernière, au mois de mars, les Nigériens, contre toute attente, se sont rendus aux urnes et, lors d'un scrutin étonnamment libre et crédible, ont élu un candidat de l'opposition pour la première fois de leur histoire. En décembre, j'ai eu le plaisir de représenter les États-Unis lors de l'investiture du président Kaboré au Burkina Faso. Le processus électoral, largement jugé libre et équitable, a constitué un extraordinaire succès et reflète le désir de changement des Burkinabés. L'ex-président Compaoré avait conservé le pouvoir pendant 27 ans jusqu'à l'insurrection pacifique de 2014 qui avait permis au peuple de dire : « Ça suffit ! »

Le mois dernier, les habitants de la République centrafricaine, pays se relevant d'une guerre civile dévastatrice, ont adopté le changement démocratique et voté au cours d'une élection présidentielle pacifique. La présidente de transition a ouvert la voie à la passation des pouvoirs, le candidat vaincu a respecté le verdict des urnes et le vainqueur s'est engagé à unifier le pays.

Dans plusieurs pays en revanche, nous avons vu des dirigeants tenter dans leur propre intérêt de bafouer ou d'amender la constitution afin de rester en place. Ce sont précisément cette résistance au changement et ce manque de respect des règles qui mènent au ressentiment et à l'instabilité.

Prenons l'exemple du Burundi. Le président Nkurunziza a fait fi des objections de nombreux Burundais, y compris dans son propre camp, et a décidé l'an dernier de se présenter à un troisième mandat, en violation des accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation qui ont été pendant plus d'une décennie le fondement de la stabilité. Depuis, le pays est en proie à une violence qui a fait des milliers de morts et conduit sur les routes plus de 250 000 personnes déplacées, tandis que l'économie s'effondrait en raison de l'instabilité engendrée par ces événements. Pour dire les choses clairement, nous respectons le droit des citoyens d'un pays à amender leur constitution par les voies légales. Mais nous ne soutenons pas les détenteurs du pouvoir qui modifient une constitution ou bafouent des accords de paix dans l'unique but de prolonger leur mandat personnel : une telle conduite sape les institutions démocratiques et le processus démocratique.

Le président Obama a affirmé l'an dernier dans son discours historique devant l'Union africaine : « Parfois, on entend des dirigeants dire : en fait, je suis la seule personne capable de maintenir l'unité de ce pays. Si c'est vrai,

Facebook: <https://www.facebook.com/togo.usembassy>

Twitter: @USEmbassyLome

E-mail: [cca@state.gov](mailto:cca@state.gov)— Site Internet: <http://togo.usembassy.gov>

alors ce leader n'a pas réussi à édifier véritablement une nation. » Les dirigeants accomplis s'attachent à encourager le développement d'une société civile solide et d'institutions aptes à soutenir des passations de pouvoir pacifiques ; voilà le chemin qui conduit à la stabilité à long terme.

Permettez-moi également d'afficher clairement nos positions : nous encourageons des passations de pouvoir pacifiques et régulières partout, et pas uniquement en Afrique. À vrai dire, nous sommes aux prises avec l'alternance du pouvoir ici même aux États-Unis. Notre premier président, George Washington, est à l'origine de la tradition non écrite de la limitation des mandats présidentiels, lui qui refusa de se présenter pour un troisième mandat. Le seul président américain qui ait effectué plus de deux mandats entiers est Franklin D. Roosevelt avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais cette longévité a fait naître un débat sur le bien-fondé de conserver un président en place au-delà de deux mandats, et nous avons modifié notre constitution en 1951 afin de limiter la durée de la fonction présidentielle à deux mandats.

De même, l'élection de Thomas Jefferson, notre troisième président, constitua la première alternance avec l'opposition, après un scrutin âprement disputé. À la fin du processus, le parti en place accepta les résultats et le président Jefferson prit les rênes de manière pacifique. Il devint l'un de nos présidents les plus brillants et les plus productifs.

Tout au long de notre histoire, des alternances régulières ont apporté de nouvelles idées, de nouvelles voix et de nouvelles orientations politiques qui nous ont aidés à instaurer une démocratie plus solide et plus ouverte à tous. Mes expériences en Afrique m'ont convaincue que les Africains avaient le même sentiment sur la démocratie. Le cœur de la démocratie, c'est la volonté du peuple, et le peuple a foi dans l'alternance. L'année dernière, justement, Afrobaromètre a révélé qu'une écrasante majorité des Africains sondés, 75%, se prononçait en faveur de la limitation des mandats de l'exécutif.

Nous espérons que davantage de dirigeants africains vont répondre à l'appel de la vie après la présidence. Je me suis récemment rendue au Centre Carter, où j'ai pu admirer le travail accompli par l'ex-président Jimmy Carter au cours des 35 années écoulées depuis son départ de la Maison-Blanche : il n'a cessé de parcourir le monde pour faire progresser les droits de l'homme, promouvoir la démocratie, instaurer la paix, éradiquer la maladie et réduire les conflits.

Certains anciens présidents africains ont montré l'exemple de la meilleure manière. Festus Mogae, ex-président de la République du Botswana, s'est retiré en 2008 après deux mandats et s'est vu remettre le prix Mo Ibrahim de la bonne gouvernance en Afrique. Il a fondé et dirige Champions for an AIDS-Free Generation, qui regroupe d'anciens présidents et des dirigeants africains influents s'efforçant de mettre un terme à l'épidémie de sida, et mène des démarches pour faire cesser la violence au Soudan du Sud.

John Kufuor, ancien président de la République du Ghana, a lui aussi quitté le pouvoir en 2008 après avoir exercé deux mandats. Il a créé la fondation John Kufuor, qui s'efforce de promouvoir un leadership efficace, la bonne gouvernance et le développement socioéconomique en Afrique. D'autres exemples encore montrent qu'un ancien président peut mener une longue vie très productive.

Voilà le genre de leadership que nous admirons, le genre de dirigeants que méritent les Africains. Les États-Unis vont continuer à encourager des passations de pouvoir pacifiques et démocratiques en Afrique. Nous le ferons parce que nous croyons qu'elles donnent aux Africains la possibilité de profiter de la démocratie, de la paix et de la prospérité et qu'elles apportent la stabilité à tout le continent. L'alternance du pouvoir a bien servi les États-Unis, et elle fera de même pour l'Afrique.

*Article publié à l'origine par AllAfrica.com*